

Sous-section 1.—Production manufacturière du Dominion et des provinces depuis 1870.

Le progrès réalisé par la fabrication sur une vaste échelle pendant les cinquante dernières années est clairement démontré par les statistiques du tableau 1, quoique cette tendance soit moins accentuée au Canada que dans les pays essentiellement industriels et plus densément peuplés, où la vente des objets de consommation courante est beaucoup plus forte. Et cependant, le recensement de 1911 constatait que dans la circonscription électorale de Toronto-Sud, le plus important centre manufacturier d'Ontario, la moitié des établissements industriels occupaient 90 p.c. des ouvriers. Dans la période qui précéda immédiatement la guerre, on vit se fusionner un grand nombre de manufactures, cette fusion ayant pour effet de réaliser des économies considérables, tant dans l'achat des matières premières que dans l'organisation de la vente.

Le tableau 1 présente avec clarté le mouvement de la révolution industrielle (ou plus exactement l'évolution) au Canada. On y constate une élévation constante du capital de chaque manufacture, du personnel et de la main-d'œuvre, ainsi que de la valeur de ses produits en tenant compte, bien entendu, de l'inflation et des conditions plus ou moins factices de la période de guerre. S'il est vrai que la fusion des industries amoindrit les chances d'un employé de devenir patron, il est toutefois utile de remarquer que les appointements et salaires payés aux employés et ouvriers ont plutôt augmenté et que la situation de la classe ouvrière s'est grandement améliorée; il est regrettable que l'absence de statistiques sur les cours de détail des marchés canadiens avant 1890 nous interdise une comparaison exacte du pouvoir d'achat que donnait à l'ouvrier son salaire de 1870 et celui d'aujourd'hui.

Recensements des manufactures.—Il n'est pas facile d'établir des comparaisons périodiques, parce que les données des recensements successifs sont sérieusement affectées par les méthodes différentes adoptées alors. Les recensements de 1870, 1880 et 1890 embrassent toutes les manufactures sans exception, les énumérateurs ayant reçu les instructions suivantes:—"un établissement industriel est un lieu où une ou plusieurs personnes sont employées à fabriquer, modifier ou transformer des marchandises pour la vente ou pour la consommation, quelle que soit l'importance du capital absorbé ou des produits ouvrés. Les ateliers de réparations et ceux qui transforment les produits fournis par leur clientèle doivent être considérés au même titre et figurer au recensement."

Par contre, les statistiques recueillies en 1900, 1905 et 1910 ne tiennent compte que des établissements occupant au moins cinq ouvriers. Les instructions qui ont présidé au recensement de 1901 spécifient expressément que seules les manufactures employant au moins cinq personnes, soit dans l'établissement lui-même, soit comme ouvriers à la pièce travaillant chez eux, devaient y figurer, exception étant faite toutefois pour les beurreries et fromageries et certaines industries minérales. En 1911, les énumérateurs étaient tenus de dénombrer toutes manufactures ayant travaillé pendant la totalité ou une partie de l'année 1910 et employant cinq personnes ou un plus grand nombre. Cependant, nonobstant la restriction ci-dessus, le recensement devait comprendre tous les moulins à farine, scieries, fours à chaux, briqueteries, tuileries, beurreries et fromageries, poissonneries, usines électriques d'éclairage et de force motrice. Les statistiques de l'année 1915 concernaient uniquement les établissements industriels ayant atteint une production d'au moins \$2,500, quel que fût le personnel occupé, à l'exception toutefois des moulins à farine, beurreries et fromageries, poissonneries, scieries, briqueteries et tuileries, fours à chaux et usines électriques qui devaient tous figurer au recensement.

En vertu des dispositions de la loi de la Statistique de 1918, on cessa de faire figurer dans les recensements décennaux la production des mines, des pêcheries, des